EXPIRATION DU DÉLAI DE TRANSITION AU MALI

Une nouvelle crise surgit

La crise malienne reste, en dépit des efforts déployés par les uns et les autres, inextricable. Pendant que la France affûte ses arguments pour une prompte intervention militaire africaine dans le nord du pays, les préalables politiques, notamment le retour à l'ordre constitutionnel à Bamako, demeurent difficiles à asseoir.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le retour au pays du président intérimaire, Diocounda Traoré, après un long séjour à Paris, suite à une agression le 21 mai dernier à Bamako, ne semble guère améliorer les choses. Aucune voie de sortie de crise n'apparaît. C'est quasiment le statu quo, en dépit des efforts de la Cédéao d'éviter le pire à un pays où rien ne va et où l'intégrité territoriale est durablement menacée.

L'Azawad, que le MNLA a cru opportun de séparer des territoires du Sud, après le coup d'Etat de mars dernier, opéré par une junte militaire contre le président ATT, se trouve livré, depuis, aux nombreux groupes terroristes qui y ont établi leurs quartiers généraux.

Au Mali, les difficultés s'accumulent, à telle enseigne que les feuilles de route dessinées pour une éventuelle sortie de crise se sont avérées toutes inopérantes. Au lendemain du retour aux affaires de Diocondé Traoré, c'est le premier ministre de transition Cheikh Modibo Diarra qui ajoute un chaînon supplémentaire aux difficultés déjà insurmontables. Il tient tête aux grands partis politiques qui réclament son départ.

Pas question de démissionner, devait-il trancher sur la chaîne de télévision privée Africable. Son argument ? Il dit ne pas savoir à qui remettre sa démission. A une réclamation politique, il oppose l'argument de la procédure. «Je ne démissionnerai pas. Si je dois démissionner, à qui dois-je remettre ma démission ? Parce que l'accord-cadre de Ouagadougou dit que le président ne peut pas accepter ma démission», a-t-il soutenu. Il ne manquait que cela pour un Mali qui peine à se sortir du tourbillon.

L'accord auquel le Premier ministre de transition fait référence a été conclu le 6 avril dernier entre la junte qui a renversé le 22 mars dernier le président Amadou Toumani Touré et la médiation de la Cédéao. Un accord qui prévoit la remise du pouvoir aux civils, à travers la désignation d'un président et d'un Premier ministre de transition.

Photos : DR

Cheikh Modibo Diarra affirme qu'il ne démissionnera pas de son poste.

Le Premier ministre semble s'accrocher au pouvoir, advienne que pourra. Quitte à tenter de faire valoir des arguties politiques venues d'une autre époque. «La deuxième chose, c'est que je suis un enfant de ce pays, le Mali qui m'a tout donné. Et quand ce pays me confie une tâche, tant que je resterai debout, je ne vais jamais démissionner», a-t-il encore justifié. Premier ministre ad vitam aeternam. Sauf si Dioncounda décide de faire autrement. En tout cas, il est pressé par plus de 140 partis politiques, unis dans le front pour la défense de la république et de la démocratie, à faire démissionner son Premier ministre.

Le front uni reproche au Premier ministre de ne rien faire pour solutionner la crise dans le nord du Mali. A deux jours de l'expiration du délai (31 juillet) accordé par la Cédéao pour la formation d'un gouvernement d'union nationale, le Premier ministre de transition veut se maintenir pour «reconquérir» les territoires du Nord.

La Cédéao pense que seul un gouvernement d'union nationale peut faire appel à une intervention militaire étrangère pour lutter contre les groupes terroristes. Une intervention que le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, parti en pèlerin dans les pays du voisinage du Mali, travaille assidûment à faire valoir. Samedi, il était au Tchad pour voir comment pourrait se décliner l'option.

Le président tchadien Idriss Deby Itno conditionne son acquiescement. Il veut d'abord savoir qui y participe. Mais en définitive, il n'exclut pas sa contribution à l'effort de guerre contre le terrorisme. Laurent Fabius avait affirmé, lors de sa visite à Alger, qu'une intervention militaire dans le nord du Mali devra intervenir à un moment ou à un autre.

L'Algérie, elle, reste opposée à une telle option.

S. A. I.

DÉLUGE DE FEU SUR ALEP

L'opposition réclame des armes et une zone d'exclusion aérienne

Deuxième jour de l'offensive de l'armée syrienne à Alep. Les combats y faisaient rage hier. Les rebelles appellent à l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne et disent craindre un massacre.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas de répit pour les rebelles syriens. L'armée a intensifié hier son offensive appuyée par des chars et des soldats. Des bombardements par hélicoptères et à l'artillerie lourde avaient commencé samedi, poussant des milliers d'habitants d'Alep à quitter la ville.

Craignant un véritable massacre, le chef du conseil militaire rebelle d'Alep a appelé hier l'Occident à instaurer une zone d'exclusion aérienne au-dessus du nord de la Syrie et a appelé la communauté internationale à intervenir pour empêcher ces crimes.

Le Conseil national syrien (CNS), principal groupe de l'opposition, a réclamé quant à lui une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher les massacres de civils que le régime s'apprête à commettre. Il a également réclamé des armes. Son président affirmait hier que «nous voulons des armes qui nous permettraient d'arrêter les chars et les avions de combat. Le régime a planifié des grands massacres à Alep. La rébellion a besoin de soutien pour opérer un changement significatif dans la révolte».

Bien décidée à reprendre le contrôle d'Alep, l'armée syrienne intensifie ses bombardements tandis que la diplomatie explique les raisons de cet acharnement. «Les rebelles syriens à Alep seront sans aucun doute vaincus», promettait le ministre syrien des Affaires étrangères qui affirmait que «toutes les forces anti-syriennes se sont rassemblées à Alep pour lutter contre le gouvernement et elles seront sans aucun doute vaincues par les forces armées syriennes. Le peuple syrien se bat aux côtés de l'armée».

Relayant la thèse du complot, ce même ministre indiquait hier que la Syrie est la cible d'un complot mondial dont les agents sont les pays de la région.

Pendant ce temps, la liste des victimes s'allonge. 150 personnes, dont 22 civils, des soldats et rebelles ont été tuées à Alep depuis le début de l'assaut des forces gouvernementales

Ruines et désolation à Damas.

syriennes selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Seul le médiateur international pour la Syrie croit encore en la possibilité d'une solution politique. Kofi Annan s'est dit inquiet face à la concentration de troupes et d'armes lourdes autour d'Alep. «Je suis inquiet des informations sur la concentration de troupes et d'armes lourdes autour d'Alep, en anticipation d'une bataille imminente», ajoutant que «l'escalade militaire à Alep et dans les environs démontre la nécessité pour la communauté internationale de se rassembler pour persuader les parties que seule une transition politique, conduisant à un règlement politique, résoudra cette crise et apportera la paix au peuple syrien.»

N. I.